



COMMUNE
DE SALVAGNAC

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL
DE LA COMMUNE DE SALVAGNAC

Envoyé en préfecture le 04/09/2025

Reçu en préfecture le 04/09/2025

Publié le

ID : 081-218102762-20250826-2025_32-CC



N° 2025.32

L'an deux mil vingt-cinq, le 26 août à 20h30, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Bernard MIRAMOND, Maire.

Nombre de conseillers :

En exercice : 15

Quorum : 8

Présents : 10

Votants : 12

Procurations : 2

Absents : 3

Présents : M. MIRAMOND Bernard, Mme BRUNWASSER Mireille, M. BALARAN Roland, Mme ADDED Régine, M. GERAUD Yves, Mme PRADIER Antoinette, M. CHANEZ Phillipe, Mme ALBAULT Edwige, M. LOGER Maxime, Mme AUBERTIN Sonia,

Absents ayant donné procuration : Mme MASSAT Frédérique (procuration donnée à Mme ADDED), M. LECOMTE Olivier (procuration donnée à Bernard MIRAMOND).

Absents excusés : M. SEGUIGNES Yannick, Mme LAGARRIGUE Christel, M. ANCILOTTO François

Date de convocation :

20/08/2025

Date d'affichage :

20/08/2025

Secrétaire de séance : Mme Régine ADDED

OBJET : RENOUELEMENT DE L'ADHESION AU SERVICE « RGPD » DE L'ASSOCIATION DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX DU TARN

Exposé des motifs :

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est en vigueur depuis le 25 mai 2018. Au regard du volume important de ces obligations légales imposées et de l'inadéquation entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission depuis 2018 avec l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn présente un intérêt certain.

Le Maire présente à l'assemblée la proposition de renouvellement du contrat de service de l'Association des Maires, annexé à la présente délibération.

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le contrat de service « RGPD et Délégué à la Protection des données » tel qu'annexé,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prévoir les crédits correspondants au budget.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois, an, susdits.

Le Maire,

CERTIFIE sous sa
responsabilité le caractère
exécutoire de cet acte qui sera
affiché ce jour au siège de la
collectivité

INFORME que la présente
délibération peut faire l'objet
d'un recours pour excès de
pouvoir devant le Tribunal
administratif de Toulouse,
dans un délai de 2 mois à
compter de sa publication et
de sa réception par le
représentant de l'Etat.

Pour extrait conforme et exécutoire,

Le Maire,

Bernard MIRAMOND

Le Secrétaire de séance,

Régine ADDED